

ÉTATS FINANCIERS
AUX 31 DÉCEMBRE 2013 ET 2012
(en dollars canadiens)

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La responsabilité des états financiers de Ressources Strateco inc. et de toute l'information contenue dans le présent rapport incombe à la Direction. Les états financiers ont été dressés par la Direction conformément aux Normes internationales d'information financière et comprennent, le cas échéant, les meilleurs jugements et estimations de la Direction.

La Direction maintient un système de contrôles internes qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé, et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la Direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information, d'examen et d'approbation des états financiers. Le conseil d'administration assume ces responsabilités principalement par l'entremise de son comité d'audit.

Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration et tous ses membres sont des administrateurs indépendants. Le comité d'audit rencontre périodiquement la Direction ainsi que les auditeurs afin d'examiner les questions relatives aux contrôles internes, aux résultats de l'audit, aux conventions comptables et aux sujets connexes.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société de comptables professionnels agréés, a reçu le mandat d'auditer les états financiers de la Société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 sur les recommandations du comité d'audit.

(Signé) Guy Hébert

Guy Hébert
Président et chef de la direction

(Signé) Yvon Robert

Yvon Robert
Vice-président, finances

Boucherville, Canada
Le 19 mars 2014



Le 19 mars 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Ressources Strateco Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ressources Strateco Inc., qui comprennent les états de la situation financière au 31 décembre 2013 et 2012, les états des résultats, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes incluant les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec), Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources Strateco Inc. au 31 décembre 2013 et 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis no A122718

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE	1
ÉTATS DES RÉSULTATS	2
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL	3
TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE	4
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	5
NOTES ANNEXES	6

RESSOURCES STRATECO INC.

États de la situation financière

(en dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie	1 843 106	429 254
Crédits d'impôt à recevoir (note 5)	1 080 864	3 606 099
Taxes de vente à recevoir	106 261	373 461
Frais payés d'avance et autres débiteurs	105 920	369 560
	<u>3 136 151</u>	<u>4 778 374</u>
Actif non courant		
Partie non courante des crédits d'impôt à recevoir (note 5)	1 856 641	2 961 889
Actifs financiers disponibles à la vente (note 6)	93 992	20 000
Propriétés minières (note 7)	100 000	3 351 929
Frais d'exploration et d'évaluation reportés (note 7)	-	75 718 754
Immobilisations corporelles (note 8)	1 105 413	8 637 820
Total de l'actif	<u>6 292 197</u>	<u>95 468 766</u>
PASSIF		
Passif courant		
Créiteurs et charges à payer	928 229	2 118 296
Provisions (note 9)	1 830 000	-
Prêts à payer (note 10)	-	268 730
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement (note 11)	15 426	15 448
	<u>2 773 655</u>	<u>2 402 474</u>
Passif non courant		
Obligations découlant de contrats de location-financement (note 11)	-	15 426
Prêts à payer (note 10)	2 981 941	-
Billets convertibles (note 10)	6 151 853	8 958 647
Passifs d'impôts différés (note 16)	-	10 746 310
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles (note 12)	2 259 419	2 269 620
Total du passif	<u>14 166 868</u>	<u>24 392 477</u>
CAPITAUX PROPRES (DÉFICIT)		
Capital social (note 13)	83 238 116	82 551 146
Composante capitaux propres des billets convertibles (note 10)	4 933 323	4 933 323
Bons de souscription (note 13)	439 747	2 575 671
Surplus d'apport	13 065 410	11 229 519
Cumul des autres éléments du résultat global	(35 211)	(30 000)
Déficit	(109 516 056)	(30 183 370)
Total des capitaux propres (déficit)	<u>(7 874 671)</u>	<u>71 076 289</u>
Total du passif et des capitaux propres (déficit)	<u>6 292 197</u>	<u>95 468 766</u>

Continuité d'exploitation (note 1)

Engagements (note 23)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

États des résultats

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

	2013	2012
	\$	\$
DÉPENSES		
Frais de propriétés minières (note 19)	4 774	-
Frais d'exploration et d'évaluation, net (note 19)	4 011 300	-
Frais généraux et administratifs (note 20)	1 434 135	2 297 295
Dépréciation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles (note 4)	87 241 070	-
Gain sur la cession de propriétés minières (note 6)	(119 203)	-
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(9 494)	-
Perte d'exploitation	(92 562 582)	(2 297 295)
Revenus financiers	(21 733)	(68 339)
Frais financiers		
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles	2 381 001	1 885 040
Charge de désactualisation et changements d'estimation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	(10 201)	91 059
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer	231 270	119 993
Intérêts et frais bancaires	314 703	149 996
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-financement	2 143	3 463
Autres gains et pertes		
Gain sur échange de billets convertibles (note 10)	(5 125 105)	-
Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente	30 000	-
Perte avant impôts sur les résultats	(90 364 660)	(4 478 507)
Charge d'impôts courants sur les résultats (recouvrement)	122 984	(176 896)
Charge d'impôts différés (recouvrement) (note 4)	(11 154 958)	123 502
Charges d'impôts sur les résultats (recouvrement) (note 16)	(11 031 974)	(53 394)
PERTE NETTE	(79 332 686)	(4 425 113)
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	(0,46)	(0,03)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	174 234	163 580

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

États du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

	2013	2012
	\$	\$
Perte nette	(79 332 686)	(4 425 113)
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés en résultat net ultérieurement		
Variation de la juste valeur des instruments disponibles à la vente	(35 211)	(20 000)
Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente à l'état des résultats	30 000	-
Autres éléments du résultat global	(5 211)	(20 000)
RÉSULTAT GLOBAL	(79 337 897)	(4 445 113)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

	2013	2012
	\$	\$
Flux de trésorerie générés par (affectés aux)		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(79 332 686)	(4 425 113)
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Rémunération à base d'actions	-	225 273
Charges de désactualisation et changement d'estimation relativement aux obligations à la mise hors service d'immobilisations corporelles	2 602 070	2 096 092
Amortissement des immobilisations corporelles	5 664	31 091
Dépréciation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	87 241 070	-
Gain sur la cession de propriétés minières	(119 203)	-
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(9 494)	-
Gain sur échange de billets convertibles	(5 125 105)	-
Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente	30 000	-
Charge d'impôts différés (recouvrement)	(11 154 958)	123 502
	(5 862 642)	(1 949 155)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Crédits d'impôt à recevoir	851 983	(176 896)
Taxes de vente à recevoir	267 200	10 677
Frais payés d'avance et autres débiteurs	309 792	44 487
Fournitures d'exploration	260 381	-
Créditeurs et charges à payer	126 724	60 484
Provisions	1 830 000	-
	3 646 080	(61 248)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(2 216 562)	(2 010 403)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Crédits d'impôt encaissés	3 242 545	5 645 263
Acquisition de propriétés minières	(106 619)	(1 044 269)
Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation reportés	(2 600 794)	(13 663 807)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(167 054)	(2 138 545)
Produit de la cession de propriétés minières	10 000	-
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	10 763	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	388 841	(11 201 358)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital social et bons de souscription	822 319	12 999 988
Frais d'émission	(26 734)	(702 985)
Prêts à payer, déduction faite des frais de financement (note 10)	5 461 436	500 000
Paievements sur obligations découlant de contrats de location-financement	(15 448)	(14 129)
Remboursement d'un prêt à payer (note 10)	(3 000 000)	(3 000 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	3 241 573	9 782 874
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	1 413 852	(3 428 887)
Trésorerie au début de la période	429 254	3 858 141
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	1 843 106	429 254
Opérations de trésorerie		
Intérêts reçus	21 733	68 339
Intérêts payés	308 968	148 663

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 22).

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

États des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

	Nombre d'actions ordinaires en circulation	Capital social	Composante capitaux propres des billets convertibles	Bons de souscription	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2012	144 998 110	72 285 878	4 933 323	3 442 107	9 766 175	(10 000)	(25 758 257)	64 659 226
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(4 425 113)	(4 425 113)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(20 000)	-	(20 000)
Résultat global	-	-	-	-	-	(20 000)	(4 425 113)	(4 445 113)
Placement privé (note 13)	22 025 620	11 012 810	-	-	-	-	-	11 012 810
Bons de souscription émis dans le cadre de placements privés	-	(340 322)	-	340 322	-	-	-	-
Frais d'émission, déduction faite des impôts de 189 103 \$ (note 13)	-	(510 391)	-	(3 491)	-	-	-	(513 882)
En contrepartie des frais d'émission, déduction faite des impôts de 24 210 \$	180 000	14 000	-	10 210	-	-	-	24 210
Impôts sur les résultats différés	-	(10 829)	-	-	-	-	-	(10 829)
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer (note 10)	549 451	100 000	-	92 706	-	-	-	192 706
Charge de rémunération à base d'actions (note 14)	-	-	-	-	343 088	-	-	343 088
Expiration des bons de souscription, déduction faite des impôts de 185 927 \$ (note 13)	-	-	-	(1 306 183)	1 120 256	-	-	(185 927)
Solde au 31 décembre 2012	167 753 181	82 551 146	4 933 323	2 575 671	11 229 519	(30 000)	(30 183 370)	71 076 289
Solde au 1^{er} janvier 2013	167 753 181	82 551 146	4 933 323	2 575 671	11 229 519	(30 000)	(30 183 370)	71 076 289
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(79 332 686)	(79 332 686)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(5 211)	-	(5 211)
Résultat global	-	-	-	-	-	(5 211)	(79 332 686)	(79 337 897)
Placement privé (note 13)	16 446 389	822 319	-	-	-	-	-	822 319
Frais d'émission (note 13)	-	(26 734)	-	-	-	-	-	(26 734)
En contrepartie des frais d'émission (note 13)	328 927	-	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les résultats différés	-	(108 615)	-	-	-	-	-	(108 615)
Expiration des bons de souscription, déduction faite des impôts de 300 033 \$ (note 13)	-	-	-	(2 135 924)	1 835 891	-	-	(300 033)
Solde au 31 décembre 2013	184 528 497	83 238 116	4 933 323	439 747	13 065 410	(35 211)	(109 516 056)	(7 874 671)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

1. STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Strateco inc., la (« Société »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et le développement de propriétés minières. Au 31 décembre 2013, la Société a pour objectifs le développement de nouvelles propriétés uranifères en Saskatchewan, le maintien des installations du camp Matoush et l'acquittement des dépenses essentielles à la viabilité du projet Matoush à la suite des événements décrits à la note 4. Le siège social, qui est aussi l'établissement principal, est situé au 1225, rue Gay-Lussac, Boucherville, Québec, J4B 7K1, Canada. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto TSX.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société à obtenir du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration, l'évaluation, le développement de ses biens et éventuellement, la construction et la mise en production commerciale.

Les états financiers ci-joints ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la Direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La Direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation, tels qu'ils sont décrits dans le paragraphe suivant. Ces états financiers ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications de l'état de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a enregistré une perte nette de 79 332 686 \$ et a accumulé un déficit de 109 516 056 \$ au 31 décembre 2013. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Au 31 décembre 2013, la Société disposait d'un fonds de roulement de 362 496 \$, incluant la trésorerie de 1 843 106 \$. La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour permettre à la Société de poursuivre son exploitation. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

L'exercice financier de la Société se termine le 31 décembre 2013. Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration, le 19 mars 2014, en vue de leur publication.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

2. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Ces états financiers ont été préparés conformément aux IFRS telles que publiées par le Bureau international des normes comptables (l'International Accounting Standards Board ou « IASB ») applicables à la préparation d'états financiers.

La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables pour toutes les périodes présentées dans ces états financiers.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers de la Société sont décrites ci-dessous :

BASES D'ÉVALUATION

Ces états financiers ont été dressés sur la base des coûts historiques, à l'exception de la réévaluation de certains instruments financiers à leur juste valeur. De plus, ces états financiers ont été dressés selon les principes de la comptabilité d'exercice intégrale, à l'exception des renseignements portant sur les flux de trésorerie.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les soldes bancaires ainsi que les placements courants hautement liquides dont l'échéance initiale était d'au plus trois mois à la date d'acquisition.

COÛTS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&É ») sont constitués de frais d'E&É reportés et de propriétés minières. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&É des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur ainsi que les coûts encourus par la Société subséquemment à une dépréciation et qui ne sont pas jugés recouvrables sur une propriété, sont passés en charges immédiatement. Les coûts passés à la charge sont classés dans les activités d'exploitation aux tableaux des flux de trésorerie.

Les coûts d'E&É comprennent les droits dans des propriétés minières, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits dans des propriétés minières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeurs. Les droits dans des propriétés minières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés dans les coûts de propriétés lorsque les paiements sont versés ou reçus.

Les coûts d'E&É comprennent généralement aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, aux forages et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les coûts d'E&É reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les coûts d'E&É incluent le coût pour :

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis;
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Lorsqu'un projet minier arrive à l'étape du développement, les coûts d'E&É sont capitalisés en coûts de développement minier dans les immobilisations corporelles.

Les coûts d'E&É comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux coûts d'E&É capitalisés sont classés dans les activités d'investissement aux tableaux des flux de trésorerie, aux rubriques Acquisition de propriétés minières et Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation reportés.

AIDE GOUVERNEMENTALE

Les crédits remboursables de droits miniers du Québec sont constatés à l'état des résultats à titre de recouvrement d'impôts courants. La Société a droit également à des crédits d'impôt remboursables à l'égard des dépenses d'exploration minière admissibles engagées dans la province de Québec qui sont imputés aux frais d'E&É reportés à l'état de la situation financière ou en réduction des charges si les coûts sont passés à la charge.

FOURNITURES D'EXPLORATION

Les matériaux et les consommables utilisés pour l'E&É sont évalués au montant le moins élevé entre le coût d'achat établi selon la méthode du PEPS (« premier entré, premier sorti ») et la valeur recouvrable nette. Les coûts comprennent le coût d'acquisition, le transport et les autres coûts directement attribuables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé et les charges de dévaluation cumulées. Le coût d'un actif inclus dans les immobilisations corporelles comprend le coût d'achat lequel peut inclure la construction ou le développement d'un élément des immobilisations corporelles, tous les coûts directement attribuables au fait d'amener l'actif sur le site et à l'état requis pour son utilisation prévue et une estimation initiale des coûts de démantèlement de l'actif et de restauration du site où l'actif était situé.

Les coûts de réparation et d'entretien sont portés à l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

L'amortissement des immobilisations corporelles, s'il est lié aux activités d'E&É, est capitalisé dans les frais d'E&É reportés. Pour les actifs qui ne sont pas liés aux activités d'E&É et pour les immobilisations corporelles utilisées sur des propriétés minières complètement dépréciées, la charge d'amortissement est portée à l'état des résultats.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les immobilisations corporelles, incluant les actifs faisant l'objet de contrats de location-financement, sont amorties en fonction du coût des actifs inclus dans les immobilisations corporelles moins leur valeur résiduelle estimative, en utilisant la méthode linéaire jusqu'en 2017, qui est l'année de fin de la licence de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), à l'exception de certains véhicules, de certaines portions du campement et de certaines infrastructures, du matériel roulant et de certaines pièces d'équipement, qui sont amortis sur une période de trois à dix ans, basée sur leur durée de vie utile estimative.

La Société répartit le montant initialement constaté en vertu de chaque actif inclus dans les immobilisations corporelles parmi les composantes significatives et amortit séparément chacune des composantes. La valeur résiduelle, la méthode d'amortissement et la durée de vie utile des actifs sont révisées annuellement et ajustées au besoin.

Les gains et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les autres gains ou pertes à l'état des résultats.

DÉVALUATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les immobilisations corporelles, les dépenses capitalisées d'E&É et les actifs incorporels sont révisés pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs unité génératrice de trésorerie (« UGT ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les flux futurs de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les flux futurs de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif ou d'une UGT est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée comme dépréciation ou amortissement additionnel. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation ou d'amortissement pour la période.

BAUX

Les baux en vertu desquels une part importante des risques et des bénéfices inhérents à la propriété demeurent au bailleur sont considérés comme des baux d'exploitation. Les paiements versés en vertu de baux d'exploitation (déduction faite de tout avantage reçu de la part du bailleur) sont imputés à l'état des résultats ou en frais d'E&É reportés sur la période du bail.

La Société loue certains équipements. Les contrats de location d'équipement pour lesquels la Société assume en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au montant le moins élevé de la juste valeur de l'équipement loué et de la valeur actualisée des paiements de location minimaux.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Chaque paiement de location est réparti entre le passif et les frais financiers. Les obligations de location qui en découlent, déduction faite des frais de financement, sont incluses dans les passifs. La composante intérêt du coût de financement est imputée à l'état des résultats dans les frais financiers sur la période du contrat de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde résiduel du passif pour chaque période.

BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres composantes (le cas échéant) des billets convertibles sont présentés distinctement à l'état de la situation financière lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passive en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est comptabilisée à l'état des résultats comme frais financiers.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets et la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant) du montant des billets convertibles et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des billets convertibles. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée par suite de la constatation initiale, sauf au moment de la conversion ou de l'échéance.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

PROVISIONS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE RESTAURATION, DE RÉHABILITATION ET D'ENVIRONNEMENT

Des provisions pour les coûts de restauration environnementale et les réclamations juridiques, le cas échéant, sont constatées lorsque : (i) la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle en raison d'événements précédents; (ii) il est probable qu'un débours de ressources sera nécessaire pour acquitter l'obligation et (iii) le montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions sont évaluées selon les meilleures estimations de la Direction concernant les montants requis pour s'acquitter de l'obligation à la fin de la période de présentation et sont escomptées à leur valeur actualisée lorsque l'effet est important. L'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est constatée dans les frais financiers. Les variations d'hypothèses ou d'estimations sont reflétées dans la période au cours de laquelle elles se produisent.

Une obligation juridique ou implicite d'engager des dépenses de restauration, de réhabilitation et d'environnement peut se matérialiser lorsqu'une perturbation environnementale est attribuable aux travaux d'exploration et d'évaluation, de mise en valeur ou de production sur une propriété minière. De tels coûts découlant de la mise hors service d'une immobilisation corporelle et d'autres travaux de préparation d'un site, escomptés à leur valeur actualisée nette, sont prévus et capitalisés au début de chaque projet dans la valeur comptable de l'actif, dès que l'obligation d'engager de tels coûts se matérialise. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques au passif, à l'exception des risques pour lesquels les futurs flux de trésorerie estimatifs ont déjà été ajustés. Le passif associé est ajusté pour chaque période pour les variations du taux d'actualisation basé sur les conditions du marché, le montant ou la durée des flux de trésorerie sous-jacents requis pour s'acquitter de l'obligation. La Société constate également un montant d'actif correspondant, lequel est amorti d'une manière logique et systématique.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées aux employés est constatée à l'état des résultats ou capitalisée dans les frais d'E&É reportés sur la période d'attribution, avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée sur la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

CAPITAL SOCIAL ET BONS DE SOUSCRIPTION

Les actions ordinaires et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont constatés en réduction du produit dans les capitaux propres dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu. Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes qui sert à déterminer la juste valeur des bons de souscription émis.

ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES

La Société finance certains frais d'E&É au moyen de l'émission d'actions accréditives. La Société renonce aux déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. La Société constate un passif d'impôts différés pour les actions accréditives et une charge d'impôts différés au moment où les frais admissibles sont engagés. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») calculé selon la méthode résiduelle est constaté à titre d'autre passif, lequel est renversé dans les résultats comme recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La Direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenu en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul du résultat par action (« RPA ») est basé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le RPA de base est calculé en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Le calcul du RPA dilué suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres uniquement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission aurait un effet dilutif sur le RPA. La méthode des actions de trésorerie est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions, tandis que la méthode de la conversion hypothétique est employée pour les billets convertibles. Lorsque la Société constate une perte, la perte nette par action ordinaire diluée est équivalente à la perte nette par action ordinaire de base en raison de l'effet antidilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions et des billets convertibles en circulation.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs admissibles sont ajoutés au coût de ces actifs lorsqu'il est probable que ces actifs résulteront en bénéfices économiques futurs pour la Société, jusqu'au moment où ces actifs sont en substance prêts pour leur utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont constatés en frais financiers à l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société est présentement active dans un seul secteur : l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et la mise en valeur de propriétés minières. Toutes les activités de la Société se déroulent au Québec et en Saskatchewan, Canada.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument en question. Les actifs financiers sont sortis de l'état de la situation financière lorsque les droits qui permettent de recevoir des flux de trésorerie à l'égard des actifs sont échus ou ont été transférés et que la Société a transféré en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété.

Les actifs et les passifs financiers sont contrebalancés et le montant net est porté à l'état de la situation financière lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de contrebalancer les montants constatés existe et qu'il y a intention de régler sur une base nette, ou de recouvrer l'actif et régler le passif simultanément.

Au moment de la constatation initiale, la Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes, en fonction des fins auxquelles les instruments ont été acquis :

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

(i) Actifs et passifs financiers à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte

Un actif ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement aux fins de vente ou de rachat courant. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie à moins d'être désignés comme des instruments de couverture.

Les instruments financiers dans cette catégorie sont constatés, initialement et par la suite, à la juste valeur. Les coûts de transaction sont imputés à l'état des résultats. Les gains et les pertes découlant de variations de la juste valeur sont présentés à l'état des résultats à la rubrique Autres gains et pertes, dans la période au cours de laquelle ils se matérialisent. Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte sont considérés courants, à l'exception de la portion qui sera recouvrée ou payée au-delà d'une période de douze mois suivant la date de l'état de la situation financière, qui est considérée comme non courante.

(ii) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et créances sont constatés initialement au montant qu'il est prévu de recevoir moins un escompte, s'il s'avère important, visant à réduire les prêts et créances à la juste valeur. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, moins une provision pour dévaluation.

(iii) Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs non dérivés qui sont soit désignés dans cette catégorie ou qui n'entrent dans aucune autre catégorie.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés initialement à la juste valeur plus les coûts de transaction, et par la suite évalués à la juste valeur. Les gains ou les pertes découlant de variations de la juste valeur sont constatés dans les autres éléments du résultat global. L'intérêt sur les placements disponibles à la vente, calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, est constaté à l'état des résultats à titre de revenu financier. Lorsqu'un actif disponible à la vente est vendu ou dévalué, les gains ou les pertes cumulées sont retirés du cumul des autres éléments du résultat global et sont portés à l'état des résultats, dans les autres gains ou pertes.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont considérés non courants, à moins que le placement n'arrive à échéance dans moins de douze mois, ou si la Direction prévoit les céder dans un délai de moins de douze mois.

(iv) Passifs financiers au coût amorti

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer, les prêts à payer et les billets convertibles. Les créditeurs et charges à payer sont initialement constatés au montant qui devra être versé, moins un escompte, s'il s'avère important, visant à réduire les comptes créditeurs à la juste valeur. Par la suite, les créditeurs et charges à payer sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur. Les prêts à payer, les obligations découlant de contrats de location-financement et les billets convertibles sont initialement constatés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et par la suite au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur.

Les passifs financiers sont considérés comme des passifs courants si le paiement est exigible dans un délai de moins de douze mois. Sinon, ils sont considérés comme des passifs non courants.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La Société a classé ses instruments financiers de la façon suivante :

Catégorie	Instrument financier
Prêts et créances	Trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers disponibles à la vente
Passifs financiers au coût amorti	Créditeurs et charges à payer
	Obligations découlant de contrats de location-financement
	Prêts à payer
	Billets convertibles

DÉVALUATION D'ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de l'état de la situation financière, la Société analyse s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier est dévalué. Un actif financier est dévalué et des pertes pour dévaluation sont imputées uniquement s'il existe des indications objectives de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui se sont produits après la constatation initiale (un « événement générateur de perte ») et que cet événement générateur de perte a une incidence sur les flux de trésorerie estimatifs découlant des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable. Si de telles indications existent, alors la Société constate une perte pour dévaluation, de la façon suivante :

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût amorti du prêt ou des créances et la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie estimatifs, actualisés à l'aide du taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant, soit directement ou indirectement par l'utilisation d'un compte de réserve.

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont résorbées dans les périodes subséquentes si le montant de la perte diminue et si la diminution peut être objectivement associée à un événement qui s'est produit après la constatation de la dévaluation.

Les pertes pour dévaluation et les renversements sont portés à l'état des résultats.

Actifs financiers disponibles à la vente

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte pour dévaluation déjà portée à l'état des résultats. Ce montant représente la perte accumulée dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassée à l'état des résultats.

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente ne peuvent pas être résorbées.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments des états financiers sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien.

NORMES COMPTABLES ADOPTÉES EN 2013

La Société a adopté les nouvelles normes révisées suivantes, en accord avec toutes les modifications conséquentes, effectives au 1^{er} janvier 2013. Ces changements ont été faits conformément aux dispositions transitoires applicables.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La Société a adopté les modifications à IAS 1, au 1^{er} janvier 2013. Suivant ces modifications, la Société a dû scinder les autres éléments du résultat global entre ceux qui seront reclassés ultérieurement en résultat et ceux qui ne seront pas reclassés. Les changements ont été incorporés dans l'état du résultat global.

La Société a adopté l'IFRS 13, le 1^{er} janvier 2013, sur une base prospective. L'adoption d'IFRS 13 ne requière aucun ajustement pour les techniques d'évaluation utilisées par la Société pour mesurer la juste valeur et ne nécessite aucun ajustement des évaluations au 1^{er} janvier 2013, mais la divulgation additionnelle a été incorporée aux présents états financiers.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE EN VIGUEUR

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations aux normes existantes et modifications qui ont été émises, mais dont la date est postérieure au 1^{er} janvier 2013. Plusieurs de ces mises à jour ne sont pas pertinentes pour la Société et ne sont donc pas abordées.

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») a émis la première phase de la norme IFRS 9, *Instruments financiers*. En novembre 2013, l'IASB a émis une nouvelle norme générale pour la comptabilité de couverture qui fait désormais partie d'IFRS 9. Par conséquent, la date d'entrée en vigueur d'IFRS 9, qui était fixée au 1^{er} janvier 2015, a été reportée. La nouvelle date d'entrée en vigueur obligatoire sera déterminée lorsque les sections sur la classification, l'évaluation et la dépréciation d'IFRS 9 auront été finalisées.

Cette norme fait partie d'un projet plus étendu visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 remplace les multiples modèles de classification et d'évaluation actuels pour les actifs et les passifs financiers avec un modèle unique qui ne comporte que deux catégories : au coût amorti et à la juste valeur. Le choix de classification dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels associés à l'actif ou au passif financier. Elle introduit également de nouveaux changements s'appliquant aux passifs financiers et rapproche la comptabilité de couverture à la gestion du risque. La date d'entrée en vigueur obligatoire n'a pas encore été déterminée, toutefois l'adoption anticipée de la nouvelle norme est toujours permise. La Société n'a pas l'intention d'adopter IFRS 9 de façon anticipée dans ses états financiers pour la période annuelle débutant le 1^{er} janvier 2014. La portée et l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 n'ont pas encore été déterminées.

IFRIC 21, Droits ou taxes (« IFRIC 21 »)

En mai 2013, le Comité d'interprétation des IFRS a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'IFRIC 21 s'applique aux périodes annuelles ouvertes, à compter du 1^{er} janvier 2014, et doit être appliquée de manière rétrospective. L'IFRIC 21 fournit des indications sur la comptabilisation des droits ou des taxes conformément à la norme IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie d'une entité imposée par un gouvernement, conformément à la législation, et confirme que l'entité comptabilise un passif pour un droit ou une taxe uniquement lorsque l'événement déclencheur spécifié dans la législation se produit. La Société adoptera l'IFRIC 21 dans ses états financiers pour l'exercice débutant le 1^{er} janvier 2014. La mesure de l'impact de l'adoption de l'IFRIC 21 n'a pas encore été déterminée par la Société.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Plusieurs des montants présentés dans les états financiers exigent que la Direction émette des jugements ou fasse des estimations. Ces jugements et ces estimations sont révisés en continu et reposent sur l'expérience de la Direction ainsi que sa connaissance des faits et des circonstances pertinentes. Les résultats réels pourraient différer des montants présentés dans les états financiers.

Les jugements et les estimations de la Direction pourraient affecter sensiblement les montants constatés dans les états financiers à l'égard des éléments suivants :

1. Dépréciation d'actifs non financiers

- L'évaluation de la valeur recouvrable en ce qui a trait aux actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et pourrait différer sensiblement de la valeur réelle des actifs en question. Les valeurs recouvrables sont basées, en partie, sur certains facteurs qui pourraient échapper en partie ou en entier au contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison des valeurs recouvrables aux valeurs comptables des actifs non financiers. Les estimations de la valeur recouvrable reposent sur de nombreuses hypothèses. Les estimations de la juste valeur pourraient différer des valeurs réelles, et ces écarts pourraient être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société et ses résultats d'exploitation. Les actifs sont analysés pour des indications de dépréciation à chaque date de l'état de la situation financière et lorsqu'il y a des indicateurs de dépréciation. Cette détermination implique une grande part de jugement. Les facteurs qui pourraient déclencher une analyse de dépréciation comprennent notamment, sans s'y limiter, une expiration du droit d'explorer dans la zone spécifique au cours de la période pendant ou dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&É ultérieures dans une zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&É de ressources minérales dans une zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable des actifs ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente, de fortes tendances baissières dans l'industrie ou dans l'économie en général, une baisse importante du prix de l'uranium ou l'incapacité de la Société à obtenir ses autorisations requises en vue de la réalisation du programme d'exploration souterraine du projet Matoush.
- Le 16 octobre 2012, la CCSN a accordé à la Société une licence pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush.
- Le 17 janvier 2013, la Société a déposé une requête en *mandamus* et jugement déclaratoire à la Cour supérieure du Québec. Celle-ci vise, entre autres, à ce que le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (« MDDEFP ») rende une décision quant à l'autorisation requise en vue de la réalisation du programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Lors de la première séance de gestion de sa requête en *mandamus* et jugement déclaratoire tenue à Québec, le 20 mars 2013, la Société a informé la Cour supérieure du Québec de sa décision d'amender sa procédure pour que sa requête soit uniquement limitée à la demande de *mandamus* afin d'accélérer le processus judiciaire.
- Le 28 mars 2013, le MDDEFP a annoncé la réalisation d'études sur la filière uranifère en vue de confier un mandat au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (« BAPE »). Ce mandat portera sur les impacts environnementaux et sociaux de l'exploration et de l'exploitation de l'uranium au Québec et le MDDEFP a aussi annoncé qu'aucun certificat d'autorisation ne sera émis pour des projets d'exploration et d'exploitation d'uranium sur l'ensemble du territoire québécois d'ici à ce que le BAPE dépose son rapport.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

- À la suite des événements du 28 mars 2013, la Société a procédé à une analyse de dépréciation de ses actifs non-financiers.
 - Toutes les propriétés minières de la Société et les frais d'E&É reportés associés ont été entièrement dépréciés de 3 358 548 \$ et 76 663 675 \$ respectivement, étant donné l'incapacité de la Société à pouvoir mener son programme d'exploration souterraine du projet Matoush, l'incertitude quant à la filière uranifère au Québec et l'absence d'importantes dépenses d'E&É prévues. Les immobilisations corporelles de la Société ont aussi été dépréciées de 7 218 847 \$, en fonction du meilleur estimé de la Direction quant à leur valeur recouvrable estimée à 1 106 682 \$. La valeur recouvrable des actifs est sa juste valeur, diminuée des coûts de sortie. La base utilisée pour évaluer celle-ci est la valeur résiduelle des actifs, soit le montant estimé que la Société obtiendrait de la sortie des actifs au 28 mars 2013 après déduction des coûts de sortie estimés. Toutes les dépenses d'E&É ainsi que celles relatives aux propriétés minières qui ont été engagées par la Société, notamment pour le maintien du projet Matoush, suite à la dépréciation, ont été enregistrées à l'état des résultats étant donné l'incapacité de la Société de pouvoir déterminer si elles pourront être recouvrées (note 19).
 - En date des présents états financiers, les procédures judiciaires sont toujours en cours.
 - Le choix de la méthode et l'estimation de la perte pour dépréciation sont une estimation qui requiert le jugement de la Direction et tient compte des informations disponibles jusqu'en date de ces états financiers.
2. Constatation d'actifs d'impôts différés et évaluation de la charge fiscale
- Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés puisse ne pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, la Société constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la Direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude.
 - Les dépréciations énoncées au point 1 ont entraîné un renversement du passif d'impôts différés et un recouvrement d'impôts différés correspondant au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
3. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles
- Des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale de propriétés minières et d'équipements, puisque les activités minières sont assujetties à des lois et à des règlements concernant la protection de l'environnement. La Société a l'intention d'engager dans l'avenir des dépenses pour se conformer à ces lois et à ces règlements. La valeur actualisée estimative des passifs de réhabilitation est constatée dans la période au cours de laquelle l'obligation est engagée. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif associé est constatée et amortie sur la durée de vie de l'actif en question. Le passif sera augmenté à chaque période pour refléter la composante intérêt et sera également ajusté pour tenir compte des variations des taux d'actualisation et des estimations quant à l'ampleur, à la durée et au coût des travaux qui seront effectués.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

- Les futurs coûts de réhabilitation sont cumulés en fonction des meilleures estimations de la Direction à la fin de chaque période en ce qui a trait aux coûts comptants non actualisés qu'il est prévu d'engager à chaque site. Les modifications apportées aux estimations sont reflétées pour la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. La comptabilisation des obligations de réhabilitation et de restauration exige que la Direction fasse des estimations quant aux coûts futurs que la Société engagera pour compléter les travaux de réhabilitation et de restauration nécessaires pour se conformer aux lois et aux règlements en vigueur à chaque site d'exploitation minière. Au 31 décembre 2013, étant donné les incertitudes quant aux procédures judiciaires, la comptabilisation des obligations de réhabilitation et de restauration repose toujours sur l'estimation par la Société que les travaux de réhabilitation et de restauration nécessaires pour se conformer aux lois et aux règlements soient engagés en 2017, qui est l'année de fin de la licence de la CCSN, de sorte que l'obligation est incluse dans le passif non-courant. Au 31 décembre 2013, si la Société avait estimé que les travaux de réhabilitation devraient être effectués dans l'exercice 2014, l'obligation aurait été augmentée de 111 335 \$, et aurait été reclassée du passif non-courant au passif courant, entraînant une diminution du fonds de roulement de 2 370 754 \$ ainsi que la comptabilisation d'une charge additionnelle de 111 335 \$. Les coûts réels engagés pourraient différer des montants estimés. De plus, de futurs changements aux lois et aux règlements environnementaux pourraient augmenter l'ampleur des travaux de réhabilitation et de restauration que la Société devra réaliser. L'augmentation des futurs coûts pourrait avoir une incidence importante sur les montants imputés aux activités pour la restauration et la réhabilitation.

4. Positions fiscales incertaines

- Les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources et les crédits de droits miniers pour pertes (« les crédits d'impôt ») pour la période considérée et les périodes antérieures sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer des administrations fiscales à la date de clôture. Il existe toutefois des incertitudes quant à l'interprétation des règles fiscales, de même qu'en ce qui concerne le montant et le calendrier du recouvrement de ces crédits d'impôt. Afin de déterminer si les dépenses qu'elle engage sont admissibles, la Société doit faire preuve de beaucoup de jugement et d'interprétation, ce qui rend le recouvrement des crédits d'impôt incertain. En conséquence, il peut y avoir une différence importante entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt à recevoir et le montant réel des crédits d'impôt reçu par suite de l'examen, par les administrations fiscales, des questions dont l'interprétation était incertaine. Advenant une telle différence, un ajustement devrait être apporté aux crédits d'impôt à recevoir et des provisions devraient potentiellement être comptabilisées pour les crédits d'impôt encaissés antérieurement par la Société. Il peut s'écouler beaucoup de temps avant que l'administration fiscale concernée fasse part de ses décisions concernant les questions liées aux crédits d'impôt. De ce fait, le délai de recouvrement des crédits d'impôt peut être long. Les crédits d'impôt que la Société s'attend à recouvrer dans un délai de plus de un an sont classés dans les actifs non courants. Les montants comptabilisés dans les états financiers sont établis d'après les meilleures estimations de la Société et selon son meilleur jugement possible, comme il est précisé plus haut. Toutefois, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'obtention de l'approbation de l'administration fiscale concernée, le montant des crédits d'impôt qui sera réellement recouvré ou le montant qui devra être remboursé ainsi que le moment de ce recouvrement ou déboursé pourraient différer considérablement des estimations comptables, ce qui aurait une incidence sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

○ Crédits de droits miniers pour pertes

La Société a reçu des avis de cotisation d'une autorité fiscale en 2011 et 2013 pour les exercices clos les 31 décembre 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010, refusant certaines dépenses dans le calcul des crédits de droits miniers pour pertes s'élevant à environ 1 950 000 \$ pour ces cinq exercices. La Société est en désaccord avec les avis de cotisation et a entrepris un processus d'opposition pour justifier ses revendications. Le tout sans préjudice quant à l'ensemble de la procédure judiciaire et de l'opposition, la Société estime que l'exposition maximale est une réduction des crédits de droits miniers pour pertes qui s'élèverait à un montant global et approximatif de 2 300 000 \$ au 31 décembre 2013, si toutes les dépenses visées dans les avis de cotisation sont finalement rejetées et en prenant également en considération l'incidence du refus éventuel des dépenses sur la même base par les autorités fiscales dans les avis de cotisation subséquents concernant les crédits de droits miniers pour pertes enregistrés dans les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012 qui n'ont pas fait l'objet d'avis de cotisation en date des présents états financiers. Ces crédits de droits miniers pour pertes sont classés comme des actifs non courants.

Au 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé une provision de 580 000 \$ à l'encontre de ses crédits de droits miniers pour pertes qui sont toujours à recevoir par la Société, en raison des incertitudes mentionnées plus haut malgré son désaccord avec les avis de cotisation.

○ Crédits d'impôt remboursables relatif aux ressources

La Société a reçu des projets de cotisation d'une autorité fiscale en 2014 pour les exercices clos les 31 décembre 2009, 2010, 2011 et 2012 refusant certaines dépenses dans le calcul des crédits d'impôt remboursables relatif aux ressources s'élevant à environ 4 446 000 \$ pour ces quatre exercices. La Société est en désaccord avec certains des ajustements proposés dans les projets de cotisation et prépare des représentations additionnelles qui seront soumises au vérificateur de l'autorité fiscale pour discussion avant l'établissement des avis de cotisation. Le tout sans préjudice quant à l'ensemble du processus d'opposition et de la procédure judiciaire qui pourrait s'en suivre, la Société estime que le risque maximal est une réclamation des crédits d'impôt remboursables relatif aux ressources déjà encaissés qui s'élèverait à un montant global et approximatif de 4 446 000\$ au 31 décembre 2013, si les dépenses visées dans les projets d'avis de cotisation sont finalement rejetées.

Au 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé une provision spécifique de 1 830 000\$ à l'état de la situation financière (note 9) malgré son désaccord avec les projets d'avis de cotisation étant donné que les crédits d'impôt pour les périodes visées ont déjà été encaissés par la Société en plus de la provision comptabilisée au montant de 162 000 \$ à l'encontre de ses crédits d'impôt remboursables relatif aux ressources à recevoir en raison des incertitudes mentionnées plus haut malgré son désaccord avec les projets de cotisation étant donné que ces crédits d'impôt sont toujours à recevoir par la Société.

5. Continuité d'exploitation

- L'évaluation de la capacité de la Société d'exécuter sa stratégie en finançant ses besoins futurs en fonds de roulement implique une grande part de jugement. Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont basées sur l'expérience, l'historique et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont raisonnables dans les circonstances.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

5. CRÉDITS D'IMPÔT À RECEVOIR

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes, net (note 4)	1 856 641	2 961 889
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources, net (note 4)	1 080 864	3 606 099
	2 937 505	6 567 988
Moins : la partie non courante des crédits d'impôt à recevoir (i)	1 856 641	2 961 889
Partie courante des crédits d'impôt à recevoir	1 080 864	3 606 099

(i) À cause des délais de traitement pour le remboursement des crédits de droits miniers remboursables pour pertes et du processus d'opposition (voir note 4 « Positions fiscales incertaines »), la Société a classé tous ces crédits de droits miniers remboursables pour pertes comme des actifs non courants.

6. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Au 31 décembre 2013, la Société détenait 200 000 actions de Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») à la suite de la consolidation de cinq anciennes actions contre une nouvelle action, le 9 juillet 2013. (1 000 000 au 31 décembre 2012) et le cours de l'action de Pacific Bay était de 0,025 \$ au 31 décembre 2013 (0,02 \$ au 31 décembre 2012). Au 31 décembre 2013, la Société a déprécié son placement de 30 000 \$ en raison d'une baisse jugée durable du prix de l'action et par conséquent 30 000 \$ a été reclassé au résultat net.

Le 5 décembre 2013, la Société a annoncé la signature d'une entente formelle avec Métaux Stratégiques du Canada (« Métaux Stratégiques ») pour l'acquisition de la propriété Apple. En vertu de l'entente, Métaux Stratégiques acquiert 100 % de la propriété Apple que détenait la Société à 100 % en contrepartie d'un paiement en espèce de 10 000 \$ et l'émission de 4 000 000 d'actions ordinaires de Métaux Stratégiques qui sont soumises à des périodes de restriction de revente allant de 4 à 24 mois et qui ont été évaluées à 109 203 \$ lors de la transaction en fonction d'escomptes reliées aux restrictions allant de 27 % à 59 % sur le prix transigé. Les actions ordinaires émises à la Société seront soumises à des périodes de restriction de revente se détaillant comme suit :

- 800 000 actions ordinaires, 4 mois suivant l'approbation finale de la bourse de croissance TSX;
- 800 000 actions ordinaires, 9 mois suivant l'approbation finale de la bourse de croissance TSX;
- 800 000 actions ordinaires, 12 mois suivant l'approbation finale de la bourse de croissance TSX;
- 800 000 actions ordinaires, 18 mois suivant l'approbation finale de la bourse de croissance TSX; et
- 800 000 actions ordinaires, 24 mois suivant l'approbation finale de la bourse de croissance TSX.

L'entente est aussi assujettie d'une redevance de 2 % du produit net de fonderie (NSR), en faveur de Mines Virginia inc., dont 1 % est rachetable pour 1 000 000 \$, qui est transférée et assumée par Métaux Stratégiques en vertu de l'entente. La Société a dégagé un gain au montant de 119 203 \$ sur la cession de la propriété Apple.

Au 31 décembre 2013, la Société détenait 4 000 000 d'actions de Métaux Stratégiques et le cours de l'action de Métaux Stratégiques était de 0,04 \$ alors que la valeur moyenne escomptée du cours de l'action, afin de tenir compte des périodes de restriction de revente, était de 0,02 \$ au 31 décembre 2013. Une variation de 5 % dans les escomptes reliés aux restrictions aurait eu un impact d'environ 4 000 \$ sur la valeur du placement au 31 décembre 2013.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

6. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (suite)

	Pacific-Bay	Métaux Stratégiques	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2012	20 000	-	20 000
Ajouts	-	109 203	109 203
Total	20 000	109 203	129 203
Juste valeur au 31 décembre 2013	5 000	88 992	93 992
Variation de l'exercice clos le 31 décembre 2013	(15 000)	(20 211)	(35 211)
Dépréciation à l'état des résultats			30 000
Autres éléments du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2013			(5 211)

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre 2012	Additions	Dépréciation (note 4)	31 décembre 2013
		\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	100 %	1 339 982	-	(1 339 982)	-
Matoush Extension	100 %	40 775	-	(40 775)	-
Eclat	100 %	1 290 671	-	(1 290 671)	-
Pacific Bay-Matoush	60 %	661 782	-	(661 782)	-
Projet Jasper Lake	Option de 49 %	-	100 000	-	100 000
Autre projet					
Mistassini	60 %	18 719	6 619	(25 338)	-
		3 351 929	106 619	(3 358 548)	100 000

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre 2011	Additions	31 décembre 2012
		\$	\$	\$
Projet Matoush				
Matoush	100 %	339 929	1 000 053	1 339 982
Matoush Extension	100 %	21 626	19 149	40 775
Eclat	100 %	1 285 901	4 770	1 290 671
Pacific Bay-Matoush	60 %	641 485	20 297	661 782
Autre projet				
Mistassini	60 %	18 719	-	18 719
		2 307 660	1 044 269	3 351 929

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Frais d'E&É reportés	-	75 212 699
Fournitures d'exploration	-	506 055
	-	75 718 754

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS (suite)

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2012	Additions	Crédits d'impôts	Dépréciation (note 4)	31 décembre 2013
	\$	\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	67 308 630	1 896 391	(456 826)	(68 748 195)	-
Matoush Extension	663 891	5 193	(2 012)	(667 072)	-
Eclat	4 397 255	9 407	(3 645)	(4 403 017)	-
Pacific Bay-Matoush	1 881 763	3 207	(1 243)	(1 883 727)	-
Autre projet					
Mistassini	961 160	823	(319)	(961 664)	-
	75 212 699	1 915 021	(464 045)	(76 663 675)	-

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2011	Additions	Crédits d'impôts	31 décembre 2012
	\$	\$	\$	\$
Projet Matoush				
Matoush	54 650 711	16 793 808	(4 135 889)	67 308 630
Matoush Extension	519 013	236 536	(91 658)	663 891
Eclat	4 387 900	15 274	(5 919)	4 397 255
Pacific Bay-Matoush	1 865 637	26 329	(10 203)	1 881 763
Autre projet				
Mistassini	950 164	17 953	(6 957)	961 160
	62 373 425	17 089 900	(4 250 626)	75 212 699

MATOUSH

La Société détient 100 % de la propriété Matoush, située à environ 270 km au nord de Chibougamau. La propriété n'est plus assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« PNA ») car la Société a complété le rachat de celle-ci, le 20 décembre 2012, pour un montant de 1 000 000 \$ à Ditem Explorations Inc., le détenteur de cette redevance.

MATOUSH EXTENSION

La Société détient 100 % de la propriété Matoush Extension.

ECLAT

La Société détient un intérêt de 100 % sur tous les minéraux, à l'exception des diamants, sur tous les titres miniers de la propriété Eclat, assujettie à une redevance de 2 % des PNA et de 2 % des produits sur les droits d'émission de carbone en faveur de Vija Ventures Corporation.

PACIFIC BAY-MATOUSH

Le 14 janvier 2008, la Société a signé l'entente finale selon laquelle elle pouvait acquérir 60 % d'intérêt dans la propriété de Pacific Bay située au Québec, dans le secteur Matoush des Monts Otish. L'entente prévoit que la Société paierait à Pacific Bay un total de 500 000 \$ et émettrait 200 000 actions ordinaires sur une période de quatre ans et investirait 3 millions \$ en frais d'E&É sur une période de quatre ans, incluant un minimum de 10 000 mètres de forage à raison d'un minimum de 2 500 mètres par année.

En octobre 2011, ayant rempli ses obligations, la Société a exercé son option et elle détient avec prise d'effet au 29 octobre 2011, un intérêt indivis de 60 % dans la propriété.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&E REPORTÉS (suite)

MISTASSINI

Le 16 mai 2011, la Société et Ressources Majescor inc. ont signé une entente de coentreprise définitive dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 14 février 2011, soit la date à laquelle la Société a rempli ses obligations conformément à l'entente d'option. La Société détient maintenant une participation de 60 % dans les droits d'uranium de la propriété Mistassini qui est l'actif principal de la coentreprise.

La propriété Mistassini est assujettie à une redevance de 2 % sur tous les produits de la vente des oxydes d'uranium.

PROJET JASPER LAKE

Le 16 décembre 2013, la Société a signé une entente avec Denison Mines Corp. (« Denison ») concernant le projet Jasper Lake, situé en Saskatchewan. La Société peut acquérir jusqu'à 60 % d'intérêt dans ce projet qui comprend quatre propriétés de Denison, soit Jasper Lake, Minor Bay, Ahenakew Lake et North Wedge. La Société sera l'opérateur du projet pendant la période d'option.

Selon les termes de l'entente, afin d'obtenir une première tranche de 49 % d'intérêt indivis dans le projet, la Société fera des paiements comptants de 1 000 000 \$ et dépensera 4 000 000 \$ en travaux d'exploration sur trois ans. Les paiements seront échelonnés comme suit :

- 100 000 \$ dans les dix premiers jours suivants la signature de l'entente (fait le 23 décembre 2013);
- 250 000 \$ avant le 30 juin 2014;
- 350 000 \$ avant le 30 juin 2015; et
- 300 000 \$ avant le 30 juin 2016.

De plus, un minimum de 1 000 000 \$ de dollars devra être dépensé en exploration avant le 31 décembre 2014.

Afin d'obtenir un intérêt supplémentaire de 11 %, pour un intérêt total indivis de 60 % dans le projet, la Société devra faire des paiements additionnels de 2 000 000 \$ et dépensera 8 000 000 \$ en travaux d'exploration au cours des trois années subséquentes, de sorte que les paiements additionnels seront de :

- 200 000 \$ dans les dix premiers jours suivants la signature d'une lettre indiquant l'intention d'acquérir l'intérêt supplémentaire de 11 %;
- 500 000 \$ avant le 30 juin 2017;
- 700 000 \$ avant le 30 juin 2018; et
- 600 000 \$ avant le 30 juin 2019.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Bâtiments et infrastructures	Véhicules et matériel roulant (i)	Équipement	Total (ii)
	\$	\$	\$	\$
Exercice clos le 31 décembre 2012				
Valeur comptable nette au début				
de l'exercice	8 226 561	92 531	353 708	8 672 800
Ajouts	2 074 165	27 120	9 056	2 110 341
Charges d'amortissement	(1 914 711)	(58 355)	(172 255)	(2 145 321)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	8 386 015	61 296	190 509	8 637 820
Au 31 décembre 2012				
Coût	14 803 040	526 486	1 088 308	16 417 834
Charges d'amortissement cumulé	(6 190 365)	(465 190)	(897 799)	(7 553 354)
Dépréciation cumulée	(226 660)	-	-	(226 660)
Valeur comptable nette	8 386 015	61 296	190 509	8 637 820
Exercice clos le 31 décembre 2013				
Valeur comptable nette au début				
de l'exercice	8 386 015	61 296	190 509	8 637 820
Ajouts	51 554	-	-	51 554
Cession	-	-	(1 269)	(1 269)
Charges d'amortissement	(328 405)	(10 837)	(24 603)	(363 845)
Dépréciation (note 4)	(7 132 250)	(17 757)	(68 840)	(7 218 847)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	976 914	32 702	95 797	1 105 413
Au 31 décembre 2013				
Coût	14 446 494	526 486	1 052 069	16 025 049
Charges d'amortissement cumulé	(6 337 330)	(476 027)	(887 432)	(7 700 789)
Dépréciation cumulée	(7 132 250)	(17 757)	(68 840)	(7 218 847)
Valeur comptable nette	976 914	32 702	95 797	1 105 413

(i) Aucune charge d'amortissement n'a été imputée à l'état des résultats en lien avec les contrats de location-financement. La charge d'amortissement associée aux immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-financement de 3 932 \$ a été capitalisée dans les frais d'E&É reportés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, comparativement à 15 792 \$ au 31 décembre 2012.

Sont inclus dans Véhicules et matériel roulant, les véhicules et le matériel roulant faisant l'objet d'un contrat de location-financement dont la valeur comptable nette était de 18 806 \$ au 31 décembre 2013, comparativement à 29 567 \$ au 31 décembre 2012.

(ii) Toutes les immobilisations corporelles sont situées au Canada.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

9. PROVISIONS

	Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources	Total
	\$	\$
Au 31 décembre 2012	-	-
Ajouts	1 830 000	1 830 000
Au 31 décembre 2013	1 830 000	1 830 000
Courant	1 830 000	1 830 000
Non courant	-	-

Au 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé une provision spécifique de 1 830 000 \$ à l'état de la situation financière (note 4) qui a entraîné une augmentation des frais d'É&E à l'état de résultats alors que les crédits d'impôt nets s'établissent à 1 493 369 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (note 19).

10. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES

	Billets convertibles (a)	Prêts à payer (b, c et d)
	\$	\$
Au 31 décembre 2011	7 073 607	2 880 007
Ajouts	-	268 730
Charge de désactualisation	1 885 040	119 993
Remboursement	-	(3 000 000)
Au 31 décembre 2012	8 958 647	268 730
Échange de billets / ajouts, net	6 072 966	5 481 941
Échange de billets / remboursement	(11 260 761)	(3 000 000)
Charge de désactualisation	2 381 001	231 270
Au 31 décembre 2013	6 151 853	2 981 941

- (a) Le 27 janvier 2010, la Société a complété un placement privé avec Sentient Executive GP III, Limited (« Sentient III »), faisant partie du Groupe Sentient, comprenant 14 905 000 \$ en billets convertibles accompagnés de bons de souscription d'actions ordinaires. Chaque tranche de 1 000 \$ de billet est accompagnée d'approximativement 527 bons de souscription. Chaque bon de souscription permet à son porteur d'acquérir une action au prix de 1,00 \$ pour une période de 24 mois suivant la clôture et de 1,05 \$ pour la période subséquente de 24 à 36 mois suivant la date de clôture.

Les billets ne portent pas intérêt et ne comportent aucune sûreté. Leur échéance est le 27 février 2015. Ils sont convertibles pendant cette période en actions par le détenteur au prix de 0,95 \$ l'action. Jusqu'à ce que les billets arrivent à échéance, Sentient III a la possibilité de convertir les billets par tranche de 1 000 \$ en 1 053 actions en se basant sur un prix de conversion de 0,95 \$ par action, pour un total de 15 689 474 actions.

À l'échéance, la Société peut à sa discrétion racheter en actions une partie ou la totalité des billets. Le nombre d'actions émises sera calculé en prenant la portion du principal des billets remboursés en actions divisée par 95 % de la moyenne pondérée de l'action sur la Bourse du TSX pour cinq jours. Par contre, en vertu de l'entente, la Société n'émettra jamais plus de 30 451 608 actions ordinaires à la suite de la conversion des billets et, en aucun cas, les émissions d'actions se feront à un prix inférieur à 0,7018 \$ sans l'approbation des actionnaires de la Société. Si l'approbation des actionnaires n'est pas obtenue, la Société devra régler la différence entre la moyenne pondérée de l'action sur la Bourse du TSX pour cinq jours et le prix plancher de 0,7018 \$ en espèce.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

10. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES (suite)

Advenant un changement de contrôle, le détenteur pourra recevoir le remboursement de la portion due du principal des billets multipliée par un facteur de 101 %.

Lors de la comptabilisation initiale, la composante du passif a été évaluée en premier, en utilisant un taux d'intérêt effectif de 25 % correspondant au taux du marché que la Société aurait obtenu pour un financement similaire sans l'option de conversion. Par la suite, la Société a évalué la juste valeur des bons de souscription avec la même méthode et les mêmes hypothèses que celles pour les bons liés aux unités. Le résiduel a été attribué à la composante capital et présenté dans les capitaux propres.

Le 20 décembre 2013, la Société a procédé à un échange des billets convertibles émis en janvier 2010 et venant à échéance en février 2015.

La Société et Sentient III, conviennent à ce que les termes de l'entente intervenue en janvier 2010 soient repris mais que la date d'échéance des billets convertibles soit reportée à février 2016 avec une option pour Sentient III de reporter l'échéance à raison d'une année à la fois pour un maximum de trois années additionnelles.

La Société conservera son option de pouvoir exiger la conversion des billets en actions au lieu du remboursement des billets en argent à la nouvelle date d'échéance des billets au prix modifié le plus bas des deux prix suivants soit : le prix moyen pondéré sur le volume transigé du cours de l'action sur la TSX des 20 jours précédents la date de la conversion ou 0,25 \$ l'action.

De plus, l'option consentie à Sentient III à l'origine de convertir en actions ordinaires en tout ou en partie les billets a été modifiée pour reporter le droit d'exercer cette option après le 31 décembre 2014.

Les billets convertibles sont garantis par une hypothèque sur l'ensemble des actifs de la Société.

S'agissant d'un échange de billets, la Société a enregistré un gain de 5 125 105 \$ à la date d'échange en considérant la valeur comptable des billets échangés et la juste valeur de la composante passif des nouveaux billets émis puisque les billets échangés sont substantiellement différents des anciens et la transaction doit être comptabilisée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. Lors de la comptabilisation, la composante du passif a été évaluée, en utilisant un taux d'intérêt effectif de 50 % correspondant à l'estimé du taux du marché que la Société aurait obtenu pour un financement similaire sans l'option de conversion. En lien avec cette transaction, la Société a engagé des honoraires au montant de 62 690 \$ qui ont été comptabilisés en réduction des billets convertibles.

- (b) Le 20 décembre 2013, Sentient Executive GP IV, Limited (« Sentient IV »), faisant partie du Groupe Sentient, a consenti à la Société un prêt de 3 000 000 \$. Le prêt est garanti par une hypothèque de premier rang sur l'ensemble des actifs de la Société et doit être remboursé à l'échéance d'un terme de deux ans. Le prêt porte intérêt au taux de 10 % payable à l'option de la Société en argent ou par l'émission d'actions ordinaires sur une base trimestrielle à un prix par action calculé en tenant compte du prix moyen pondéré des actions sur le volume transigé pour les 20 jours de transactions précédents la date de versement de l'intérêt. En lien avec ce prêt, la Société a engagé des honoraires au montant de 18 059 \$ qui ont été comptabilisés en réduction du prêt.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

10. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES (suite)

- (c) Le 20 décembre 2012, Sentient IV a consenti à la Société un prêt au montant de 3 000 000 \$. Les fonds ont été déboursés en deux versements, soit le premier, le 20 décembre 2012 pour 500 000 \$ et le second, le 14 janvier 2013 pour 2 500 000 \$. Le prêt était garanti par les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2012 et devait être remboursé dans les dix jours ouvrables suivant la réception des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2012 liés aux frais d'E&É ou au plus tard le 10 décembre 2013. Le prêt portait intérêt au taux de 10 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 1 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,24 \$ l'action sur une période de 30 mois. La Société a aussi émis 549 451 actions ordinaires au prix de 0,182 \$ l'action représentant des frais d'engagements de 100 000 \$ qui ont été comptabilisés en réduction du prêt.

La juste valeur des bons de souscription a été estimée à 0,062 \$ par bon de souscription pour un total de 92 706 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,14 %, une volatilité prévue de 70 %, aucun versement de dividende prévu et une durée de vie prévue des bons de souscription de 30 mois. Ce montant ainsi que le montant des frais d'émission de 38 564 \$ en lien avec ce financement, ont été comptabilisés en réduction du prêt.

Le 20 décembre 2013, la Société a remboursé en totalité le prêt de 3 000 000 \$ à Sentient IV en plus d'intérêts totalisant 233 895 \$.

- (d) La Société a reçu un prêt de 3 000 000 \$ de SIDEX, société en commandite (« SIDEX ») le 29 décembre 2011. Le prêt était garanti par les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2011 et devait être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2011 liés aux frais d'E&É ou au plus tard le 31 décembre 2012. Le prêt portait intérêt au taux de 8 %. Le 7 août 2012, la Société a remboursé en totalité le prêt de 3 000 000 \$ à SIDEX.

11. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Obligations découlant de contrats de location-financement	15 426	30 874
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement	(15 426)	(15 448)
	-	15 426

Les versements de capital à effectuer sur l'obligation découlant d'un contrat de location-financement se détaillent ainsi :

	\$
2014	16 126
Moins : les intérêts implicites calculés à 9 %	(700)
	15 426

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

12. OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	2 269 620	1 994 709
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	71 731	91 059
Nouvelles obligations et changements d'estimation relativement aux obligations, préalablement constatées	(81 932)	183 852
Solde à la fin de l'exercice	2 259 419	2 269 620

Les flux de trésorerie non actualisés requis pour rembourser les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles sont estimés à 2 197 100 \$. La Société révisé, à chaque période, le montant et le moment prévu où les flux de trésorerie requis pour acquitter les obligations seront versés et ajuste ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles en conséquence. Un taux d'escompte de 3,39 % (3,12 % au 31 décembre 2012) a été utilisé pour évaluer les obligations au 31 décembre 2013 et le calcul tient compte de l'hypothèse selon laquelle les débours requis pour rembourser les obligations seront effectués en 2017, qui est l'année de fin de la licence de la CCSN. Si la Société n'est pas en mesure d'entrer en production sur la propriété Matoush, il est présumé que l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles sera acquittée en 2017 (note 4).

13. CAPITAUX PROPRES

CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries dont les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions seront fixés par le conseil d'administration.

- Le 12 août 2013, la Société a clôturé un placement privé avec Sentient IV, sans l'entremise d'un courtier, totalisant 16 446 389 actions ordinaires à un prix de 0,05 \$ l'action pour un produit brut de 822 319 \$. Sentient IV a reçu 328 927 actions additionnelles évaluées à 16 446 \$ représentant 2 % du produit brut du placement à titre de frais de transaction. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 26 734 \$ qui ont été portés au capital social.
- Le 29 février 2012, la Société a clôturé un placement privé par l'entremise d'un syndicat de placeurs pour compte totalisant 16 025 620 actions accréditives à un prix de 0,60 \$ et 0,65 \$ l'action pour un produit brut total de 9 999 988 \$. Conformément aux conventions de souscription d'actions accréditives, la Société s'est engagée à renoncer à 9 999 988 \$ en dépenses admissibles en faveur d'investisseurs qualifiés, effectif le 31 décembre 2012.

La Société a payé une commission aux placeurs pour compte au montant de 549 999 \$ en espèce, représentant 5,5 % du produit brut de ce placement privé accreditif ainsi que des frais d'émission de 122 214 \$ en lien avec ce financement, pour un montant totalisant 672 213 \$.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

13. CAPITAUX PROPRES (suite)

- (c) Le 29 février 2012, la Société a clôturé un deuxième placement privé avec Sentient IV, sans l'entremise d'un courtier, totalisant 6 000 000 d'unités au prix de 0,50 \$ l'unité pour un produit brut de 3 000 000 \$.

Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,65 \$ l'action jusqu'au 1^{er} mars 2014. La juste valeur des bons de souscription est estimée à 0,11 \$ par bon de souscription selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en supposant aucun versement de dividende prévu, une volatilité prévue de 67,1 %, un taux d'intérêt sans risque de 1,12 % et une durée de vie prévue des bons de souscription de 24 mois. Un montant de 340 322 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital social.

Sentient IV a reçu 180 000 unités additionnelles évaluées à 90 000 \$ représentant 3 % du produit brut du placement à titre de frais de transaction. Un montant de 10 210 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital social. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 30 772 \$, qui ont été portés au capital social et aux bons de souscription, pour des montants respectifs de 27 281 \$ et 3 491 \$.

BONS DE SOUSCRIPTION

Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire une action de la Société. Les variations des bons de souscription en circulation sont présentées dans le tableau suivant :

	2013			2012		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Total \$	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Total \$
Solde au début de l'exercice	13 379 474	0,86	2 575 671	15 309 024	1,01	3 442 107
Placements privés	-	-	-	3 000 000	0,65	340 322
En contrepartie de frais d'émission	-	-	-	90 000	0,65	10 210
Frais d'émission	-	-	-	-	-	(3 491)
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer (note 10)	-	-	-	1 500 000	0,24	92 706
Expiration des bons de souscription	(8 789 474)	1,03	(2 135 924)	(6 519 550)	1,05	(1 306 183)
Solde à la fin de l'exercice	4 590 000	0,52	439 747	13 379 474	0,86	2 575 671

Les bons de souscription en circulation, au 31 décembre 2013, sont présentés dans le tableau suivant :

Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice	Date d'expiration
3 090 000	0,65 \$	1 ^{er} mars 2014
1 500 000	0,24 \$	19 juin 2015
4 590 000		

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

14. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des hauts dirigeants, des administrateurs et des consultants. Le conseil d'administration fixe les conditions d'acquisition des options d'achat d'actions ordinaires selon des quantités et des prix d'exercice qu'ils ont déterminés. Le prix de levée des options octroyées ne peut être inférieur au cours du marché qui correspond au coût moyen pondéré en fonction du volume et de la valeur des actions transigées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours qui précèdent l'octroi de l'option. Les options octroyées viennent à échéance à une date fixée par le conseil d'administration au plus tard cinq ans après la date d'octroi des options. Le nombre maximal d'actions qui peut être émis en vertu de ce régime est de 10 654 586. Le nombre maximal d'options pouvant être octroyées à un participant ne peut dépasser 5 % du nombre d'actions émises et en circulation du capital social.

Les variations des options d'achat d'actions en vertu du régime sont présentées dans le tableau suivant :

	2013		2012	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début d'exercice	5 426 000	\$ 0,99	5 437 500	\$ 1,62
Octroyées	-	-	1 360 000	0,40
Exercées	-	-	-	-
Frappées d'extinction	-	-	(4 000)	0,50
Expirées	(1 876 500)	1,55	(1 367 500)	2,93
Solde à la fin de l'exercice	3 549 500	0,69	5 426 000	0,99

Au 31 décembre 2013, la Société avait les options suivantes en circulation :

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exercçables	Prix d'exercice	Date d'expiration
		\$	
777 000	777 000	1,00	8 juin 2014
7 000	7 000	1,00	14 septembre 2014
14 000	14 000	1,00	4 janvier 2015
500 000	500 000	1,00	26 mai 2015
252 500	252 500	1,00	6 juin 2015
880 000	880 000	0,50	27 juin 2016
1 119 000	1 119 000	0,40	29 mai 2017
3 549 500	3 549 500		

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, aucun frais de rémunération à base d'actions (225 273 \$ en 2012), n'a été porté à l'état des résultats et aucun montant (117 815 \$ en 2012) n'a été imputé aux frais d'E&É reportés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société n'a octroyé aucune option d'achat d'actions alors qu'en 2012, 1 360 000 ont été octroyées et sont valides pour une période prévue de cinq ans à des dirigeants, à des administrateurs et à des consultants, dont la totalité était immédiatement exercçable. La juste valeur de chaque option octroyée a été déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes. La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions octroyées était de 0,245 \$ en 2012 par option. Le cours du marché des actions de la Société était inférieur au prix d'exercice à la date des octrois.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

14. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (suite)

Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées aux fins de ce calcul :

	2012
Taux d'intérêt sans risque	1,31 %
Durée prévue	5 ans
Taux de volatilité prévu	81 %
Taux de dividende prévu	0 %
Taux d'extinction prévu pour les options non attribuées immédiatement	1 %

15. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX MEMBRES DE LA DIRECTION

La Société a conclu, en 2011, une entente de services pour assurer des services de gestion à la Société, incluant les principaux membres de la direction (note 21).

Les principaux membres de la direction comprennent des administrateurs et des membres de la haute direction. Les contrats de travail en vigueur des membres de la haute direction comportent un mécanisme de rémunération variable pouvant atteindre jusqu'à 50 % du salaire annuel de base de ceux-ci.

La rémunération payée ou à payer pour les services des principaux membres de la direction est présentée ci-dessous :

	2013	2012
	\$	\$
Salaires et charges sociales	916 000	260 000
Frais pour les services des membres de la haute direction et les administrateurs	56 000	1 324 000
Rémunération à base d'actions	-	232 000
	972 000	1 816 000

Compensations en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle

Certains contrats de travail entre l'équipe de direction et la Société contiennent des compensations en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle. Si la cessation d'emploi ou un changement de contrôle impliquant des modifications importantes dans les fonctions attribuées à des membres de la haute direction avait eu lieu le 31 décembre 2013, les montants à payer pour l'équipe de la haute direction auraient totalisé 1 695 000 \$ et 2 595 000 \$ respectivement.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

16. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

	2013	2012
	\$	\$
Impôts exigibles		
Impôts exigibles sur le résultat net de l'exercice	-	-
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes	122 984	(176 896)
Total de la charge d'impôts exigibles (du recouvrement)	122 984	(176 896)
Impôts différés		
Naissance et renversement des différences temporelles relatives à :		
Impôts sur le revenu	(1 376 987)	557 413
Impôts miniers	(9 777 971)	1 553 267
Prime à l'émission d'actions accréditives	-	(1 987 178)
Total des impôts différés (recouvrement)	(11 154 958)	123 502
Charges d'impôts sur les résultats (recouvrements)	(11 031 974)	(53 394)

La provision pour impôts sur les résultats diffère du montant qui aurait été calculé en appliquant le taux d'imposition statutaire combiné canadien. Le taux d'imposition statutaire combiné correspond à la somme du taux d'impôts sur le revenu fédéral de 15 % (15 % en 2012), provincial de 11,9 % (11,9 % en 2012) ainsi que du taux d'impôts miniers québécois de 16 % (16 % en 2012). Le taux d'impôts miniers considéré est net de l'économie d'impôts sur le revenu s'y rattachant de 4,304 % (4,304 % en 2012).

	2013	2012
	\$	\$
Perte avant impôts sur les résultats	(90 364 660)	(4 478 507)
Taux d'imposition statutaire combiné canadien	38,596 %	38,596 %
Économie d'impôts sur les résultats au taux d'imposition statutaire combiné	(34 877 144)	(1 728 525)
Rémunération à base d'actions	-	60 598
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	701	2 690
Dépenses non déductibles et autres	80 415	(124 695)
Dépenses non déductibles, impôts miniers	893 830	481 073
Différences temporelles non comptabilisées	22 747 240	154 941
Frais d'E&É reportés renoncés	-	3 264 598
Prime à l'émission d'actions accréditives	-	(1 987 178)
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes	122 984	(176 896)
	(11 031 974)	(53 394)

Le tableau qui suit présente une analyse des actifs et des passifs d'impôts différés.

	2013	2012
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Actifs d'impôts différés devant être recouverts dans plus de 12 mois	(2 371 869)	(5 380 698)
Actifs d'impôts différés devant être recouverts dans moins de 12 mois	-	(2 317)
Passifs d'impôts différés		
Passifs d'impôts différés devant être réglés dans plus de 12 mois	2 371 869	15 737 595
Passifs d'impôts différés devant être réglés dans moins de 12 mois	-	391 730
Passifs d'impôts différés, montant net	-	10 746 310

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

16. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (suite)

Le tableau qui suit présente l'évolution du compte d'impôts différés.

	2013	2012
	\$	\$
Au 1^{er} janvier	10 746 310	8 652 187
Montant comptabilisé en charges dans le compte des résultats (recouvrement)	(11 154 958)	2 110 680
Charge d'impôts liée au capital social (recouvrement)	408 648	(16 557)
Au 31 décembre	-	10 746 310

Le tableau qui suit présente l'évolution des actifs et des passifs d'impôts différés au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes relatifs à la même administration fiscale.

Actifs d'impôts différés

	Pertes autres qu'en capital	Immobilisations corporelles	Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations corporelles	Impôts miniers	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 31 décembre 2011	(2 143 392)	(388 640)	(299 206)	(1 233 706)	(384 443)	(4 449 387)
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	(554 588)	(68 002)	(41 237)	(232 990)	(20 254)	(917 071)
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	(16 557)	(16 557)
Au 31 décembre 2012	(2 697 980)	(456 642)	(340 443)	(1 466 696)	(421 254)	(5 383 015)
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	2 697 980	181 905	(267 341)	1 466 696	(1 476 742)	2 602 498
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	408 648	408 648
Au 31 décembre 2013	-	(274 737)	(607 784)	-	(1 489 348)	(2 371 869)

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

16. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (suite)

Passifs d'impôts différés

	Frais d'E&É reportés	Billets convertibles	Impôts miniers	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 31 décembre 2011	3 684 162	1 174 709	8 224 704	17 999	13 101 574
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	1 740 549	(282 756)	1 553 267	16 691	3 027 751
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2012	5 424 711	891 953	9 777 971	34 690	16 129 325
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	(5 424 711)	1 462 643	(9 777 971)	(17 417)	(13 757 456)
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2013	-	2 354 596	-	17 273	2 371 869

N'ont pas été comptabilisés dans les états financiers, les actifs d'impôts différés liés aux frais d'E&É reportés, aux immobilisations corporelles, aux impôts miniers et aux pertes fiscales inutilisées qui expireront au cours des exercices 2027 à 2033 :

	2013	2012
	\$	\$
Frais d'E&É reportés	14 156 311	-
Immobilisations corporelles	2 460 143	-
Impôts miniers	3 543 918	-
Pertes autres qu'en capital	5 348 376	1 700 000
Actifs d'impôts différés	25 508 748	1 700 000

17. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'E&É selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres, de prêts à payer, de billets convertibles et de la portion à long terme des obligations découlant de contrats de location-financement réduits par la trésorerie pour un montant total négatif de 583 983 \$ (montant total positif de 79 636 556 \$ en 2012). La Direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité d'exploitation de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

Il n'y a pas eu de changement important concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, d'exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle ne complète un placement accréditif, auquel cas les fonds sont réservés aux travaux d'E&É. Les variations du capital sont présentées aux états des variations des capitaux propres.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrites ci-dessous :

(a) Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et des prix.

(i) Risque lié aux taux d'intérêt

La Société dispose d'un solde de trésorerie, et la politique actuelle de la Société est d'investir l'excédent de trésorerie en certificats de dépôt ou des comptes portant intérêt des grandes banques à charte canadienne. Au 31 décembre 2013 et 2012, la Société n'avait investi aucun montant dans des dépôts à terme.

L'obligation découlant de contrats de location-financement et les prêts à payer portent intérêt à un taux fixe tandis que les billets convertibles ne portent pas intérêt. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

(ii) Risque de prix

La Société est assujettie au risque de marché en transigeant sur ses investissements dans Pacific Bay et Métaux Stratégiques, des émetteurs de la Bourse de croissance TSX œuvrant dans le domaine de l'exploration minière. Au 31 décembre 2013, une baisse (augmentation) de 10 % de la valeur à la Bourse aurait diminué (augmenté) ces actifs financiers disponibles à la vente d'environ 9 400 \$.

(b) Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers se résume comme suit :

	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie	1 843 106	1 843 106	429 254	429 254
Actifs financiers disponibles à la vente	93 992	93 992	20 000	20 000
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	928 229	928 229	2 118 296	2 118 296
Obligations découlant de contrats de location-financement	15 426	15 426	30 874	30 874
Prêts à payer	2 981 941	3 000 000	268 730	500 000
Billets convertibles	6 151 853	6 211 090	8 958 647	9 206 882

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

18. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 31 décembre 2013, se composent de trésorerie, d'actifs financiers disponibles à la vente, de créditeurs et de charges à payer, de prêts à payer, d'obligations découlant de contrats de location-financement et de billets convertibles. La juste valeur de ces instruments financiers est divulguée ci-dessus et se rapproche de la valeur comptable en raison de leur courte maturité et des taux d'intérêt du marché, à l'exception du prêt à payer et des billets convertibles.

Hierarchie des justes valeurs

Le tableau qui suit résume la hiérarchie des justes valeurs selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

- Le premier niveau comprend des prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques : – actifs financiers disponibles à la vente (société d'exploration minière – Pacific Bay) ;
- Le deuxième niveau comprend des données qui sont observables, autres que les prix cotés inclus au premier niveau : – néant ;
- Le troisième niveau comprend des données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables : – actifs financiers disponibles à la vente (société d'exploration minière – Métaux Stratégiques).

(c) Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie. La Société place sa trésorerie dans une banque à charte canadienne.

(d) Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'E&É. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 décembre 2013, la Société possède de la trésorerie de 1 843 106 \$ (429 254 \$ au 31 décembre 2012) pour faire face à son passif courant de 2 773 655 \$ (2 402 474 \$ au 31 décembre 2012).

Au 31 décembre 2013, la Direction estime que les fonds disponibles ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses budgétées jusqu'au 31 décembre 2014 (note 1).

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir incluant, sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

18. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant l'intérêt le cas échéant, aux 31 décembre 2013 et 2012 :

2013					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	928 229	928 229	928 229	-	-
Prêts à payer	2 981 941	3 600 000	300 000	3 300 000	-
Obligations découlant de contrats de location- financement	15 426	16 126	16 126	-	-
Billets convertibles	6 151 853	14 905 000	-	-	14 905 000

2012					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	2 118 296	2 118 296	2 118 296	-	-
Prêts à payer	268 730	548 630	548 630	-	-
Obligations découlant de contrats de location- financement	30 874	33 718	17 592	16 126	-
Billets convertibles	8 958 647	14 905 000	-	-	14 905 000

19. FRAIS DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET D'E&É

Frais de propriétés minières	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013	
	Intérêt	Total
Projet Matoush		\$
Matoush	100 %	1 302
Matoush Extension	100 %	760
Eclat	100 %	-
Pacific Bay-Matoush	60 %	-
Autre projet		
Mistassini	60 %	2 712
		4 774

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

19. FRAIS DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET D'E&É (suite)

Frais d'E&É	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013		
	Addition	Crédits d'impôt, net (notes 4 et 9)	Total
	\$	\$	\$
Projet Matoush			
Matoush	2 511 596	1 488 196	3 999 792
Matoush Extension	1 758	(843)	915
Eclat	512	(272)	240
Pacific Bay-Matoush	2 820	4 809	7 629
Autre projet			
Mistassini	1 245	1 479	2 724
	2 517 931	1 493 369	4 011 300

20. FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012
	\$	\$
Salaires et charges sociales	630 060	194 391
Consultants et frais professionnels	427 037	1 136 519
Rémunération à base d'actions	-	225 273
Communications et dépenses promotionnelles	152 093	551 385
Dépenses de bureau	133 372	146 968
Frais généraux d'exploration	85 909	11 668
Amortissement des immobilisations corporelles	5 664	31 091
	1 434 135	2 297 295

21. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le 10 août 2011, la Société a renouvelé une entente de services, sur une base mensuelle et effective le 1^{er} août 2011 (« entente de services ») avec BBH Géo-Management inc. (« BBH »), une société liée avec la Société car :

- le président et administrateur de BBH est aussi président et administrateur de la Société;
- un dirigeant de BBH est aussi un dirigeant et un administrateur de la Société jusqu'au 15 octobre 2012.

Aux termes de cette entente de services, BBH assume les services de gestion de la Société incluant les travaux d'E&É jusqu'au 15 octobre 2012. La Société paie une charge mensuelle fixe de 5 500 \$ pour la location de locaux, des équipements de bureau et du matériel informatique qui sera révisée au 31 juillet de chaque année; des frais de gestion de 5 % sur tous les coûts liés aux programmes d'E&É et aux achats d'immobilisations liés à la propriété Matoush jusqu'au 15 octobre 2012; des frais de gestion de 10 % sur tous les coûts liés aux programmes d'E&É sur les autres propriétés : Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toutes autres propriétés jusqu'au 15 octobre 2012; et des frais de gestion de 5 % sur tous les achats liés aux projets d'E&É ou aux ententes d'options sur les propriétés Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toutes autres propriétés jusqu'au 15 octobre 2012.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

21. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)

Toutefois, en respectant la clause de non sollicitation prévue à l'entente de services avec BBH, la Société a pris en considération que lors de l'émission de la licence ou d'autres événements, elle devrait engager des frais et des honoraires pour la sollicitation et l'engagement de personnel, pour la gestion de ses affaires et la réalisation de ses programmes d'exploration et de développement minier. Ainsi, la Société a convenu d'une entente de transfert de personnel avec BBH, le 8 novembre 2011, effective aussi le 1^{er} août 2011 (« entente de transfert »).

Cette entente de transfert prévoit, entre autres, que BBH serait en droit de réclamer des honoraires pour le transfert des membres de la direction et des employés permanents de BBH à la Société. Dans l'entente de transfert, la Société s'oblige et s'engage à payer BBH pour le transfert de chaque membre de la direction et pour le transfert éventuel de chaque employé permanent, dans les 30 jours suivant leur entrée en fonction auprès de la Société, un honoraire calculé selon un pourcentage de leur rémunération de base payable par la Société.

Lors de l'obtention de la licence de la CCSN, le 16 octobre 2012, la Société a demandé à BBH le transfert de dix membres de la direction, qui étaient auparavant des employés de BBH et qui sont devenus, à cette date, des employés de la Société (« Membres de la Direction »).

Aux termes de l'entente de transfert, les honoraires des Membres de la Direction auparavant facturés à la Société par BBH en vertu de l'entente de services, ont cessé d'être exigibles à compter du 16 octobre 2012 et il en est de même des frais liés à la gestion des travaux liés aux programmes d'E&É sur les propriétés minières de la Société, énoncés plus haut et à la gestion des travaux administratifs, qui sont dorénavant assumés par la Société à compter de la date du transfert des Membres de la Direction.

L'entente de transfert prévoit aussi le transfert éventuel de certains autres employés permanents de BBH qui pourraient éventuellement devenir des employés de la Société, mais qui sont encore, en date du 19 mars 2014, des employés de BBH (« Employés Permanents »).

Toutes les autres dispositions de l'entente de services concernant les services encore rendus par les Employés Permanents à la Société et la charge mensuelle fixe de 5 500 \$ pour la location de locaux et des équipements de BBH continuent à être en vigueur.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

BBH a facturé :

- i) des honoraires au montant de 355 000 \$ (3 387 000 \$ en 2012) inclus dans les frais d'E&É reportés;
- ii) des frais de gestion :
 - 1) de 0 \$ (481 000 \$ en 2012) inclus dans les frais d'E&É reportés;
 - 2) de 0 \$ (89 000 \$ en 2012) inclus dans les immobilisations corporelles;
- iii) des honoraires professionnels pour un montant total de 223 000 \$ (964 000 \$ en 2012);
- iv) des honoraires pour frais d'exploration et d'évaluation de 395 000 \$ passés aux résultats (0 \$ en 2012);
- v) des frais de location de 66 000 \$ (64 000 \$ en 2012);
- vi) des intérêts de 13 500 \$ chargés sur les soldes en souffrance (0 \$ en 2012).

Au 31 décembre 2013, les créiteurs et charges à payer comprennent un montant de 71 000 \$ (598 000 \$ au 31 décembre 2012) à payer à BBH. Les honoraires chargés par BBH pour les services rendus à la Société par les employés de BBH incluent une prime de 1,85 pour couvrir les avantages sociaux et autres risques assumés par BBH à titre d'employeur. Les factures de BBH sont payables sur réception et portent intérêt à un taux de 5 %.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en dollars canadiens)

21. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)

À la suite des transactions décrites aux notes 10 et 13, le Groupe Sentient exerce maintenant une influence notable sur la Société et est donc une partie liée. Toutes les ententes et transactions avec le Groupe Sentient sont divulguées dans les présents états financiers et ne sont donc pas reproduites dans cette note.

22. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2013	2012
	\$	\$
Opérations sans effet sur la trésorerie		
Frais d'E&É reportés inclus dans les créditeurs et charges à payer	78 652	1 322 128
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer	-	115 500
Frais d'émission de prêts à payer et billets convertibles inclus dans les créditeurs et charges à payer	80 749	38 564
Crédits d'impôt à recevoir présentés en réduction des frais d'E&É reportés	464 045	4 250 626
Immobilisations corporelles comptabilisées en vertu des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	-	183 852
Amortissement d'immobilisations corporelles inclus dans les frais d'E&É reportés	358 181	2 114 230
Actions et unités émises comme frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impact fiscal de 0 \$ (24 210 \$ en 2012)	16 446	65 790
Unités émises comme frais d'émission de prêts à payer	-	100 000
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'E&É reportés	-	117 815

23. ENGAGEMENTS

Le tableau qui suit présente les obligations contractuelles de la Société au cours des prochains exercices se terminant le 31 décembre.

	2014	2015 et après
	\$	\$
Location-exploitation	38 500	-

La CCSN a assorti, entre autres, la licence obtenue le 16 octobre 2012, d'une condition à respecter avant d'entreprendre les travaux prévoyant que la Société devra déposer en fiducie une garantie financière de l'ordre de 6 000 000 \$ pour la réhabilitation du site.